

Pour que les jeunes retrouvent leurs droits

Si l'on veut que les jeunes vivent et soient capables de faire vivre votre pays, des réformes radicales urgentes s'imposent. Les écoles publiques ne doivent plus être des taudis infects ; il faut que les pouvoirs publics se préoccupent de leur trouver du charbon, car il est inadmissible que des écoles payantes soient chauffées et non des écoles publiques. A défaut de charbon, on peut trouver du bois. Il y a des tonnes de bois disponible provenant de la démolition du Vieux-Port, ou des quartiers bombardés. Qui s'en occupe ? Il faut s'occuper des cantines des écoles ; leur donner spécialement des suppléments alimentaires, car trop beaucoup trop de jeunes sont anémiés et débilités. Il faut absolument aussi créer les sports : gymnastique et jeux sur les stades douches. Et pas quelques mouvements maladroits dans une cour sombre.

Enfin beaucoup d'écoles ont été détruites par les bombardements : quand songera-t-on à les reconstruire et à en faire une fois pour toutes des modèles du genre : bâtiments blancs [,] de grandes baies, propreté méticuleuse et lumière. Plus de ruines croulantes. Plus d'instituteurs affamés par des salaires de misère. Les pouvoirs publics se décideront un jour, peut-être à payer les instituteurs convenablement, afin que leur enseignement ne souffre pas de leurs soucis matériels : car l'enseignement trop souvent sec, monotone déforme le cerveau des jeunes.

Un jour, peut-être, y aura-t-il des infirmières dans les écoles communales ? Cela paraît invraisemblable, mais c'est pourtant la vérité : il y a des infirmières dans les lycées et collèges, mais dans les écoles communales il n'y en pas.

Une fois pour toutes, il faut sortir de cette atmosphère de saleté, de misère, de « je m'en fichisme », dans laquelle les fils des ouvriers, des employés se déforment corps et cerveaux et dans laquelle ils ne pourront jamais devenir des hommes sains, clairvoyants et décidés dont la France a un grand besoin.

La même solution prévaut pour des jeunes appelés « délinquants » et abandonnés.

Leurs tributs de souffrances, d'hérédité, de tares sociales, ils les paient dans les prisons, sous les coups de fouet, par une éducation hypocrite, faite de leçons de vertus, de résignation, d'apprentissage forcé. Tant et si bien qu'avec de belles armes et malgré toutes leurs aptitudes (dont nul ne se préoccupe), ils deviendront voleurs ou criminels.

Pour eux il faut un changement radical de situation. Il faut créer des centres sans barreaux, sans cachot, ni coup de fouet. Des centres d'hiver où ils recevraient un enseignement libéral, où ils se développeraient selon leurs capacités. Et des centres d'été, dans les montagnes, à la mer, à la campagne, où ils se reposeront et se fortifieront. Pour eux aussi, il faut du sport, une bonne nourriture, des professeurs sélectionnés, agrégés, des médecins. Et non des gardes-chiourmes. Aucun besoin de coups ou de cellules : cette vie active, instructive, nouvelle, sans aucun chef et aucune hiérarchie, mais dans une atmosphère de fraternité, de compréhension, fera de ces délinquants mineurs des hommes remarquables, aptes, instruits. Oui, voilà ce qu'il faut : voilà comment l'on peut encore sauver la jeunesse de France si profondément atteinte et menacée.

Pour cela, il faut supprimer les lois barbares régissant l'enfance malheureuse : il faut immédiatement commencer de grandes enquêtes, suspendre tous les fonctionnaires vénaux [,] saisir bon nombre de châteaux et de villas obtenus par le marché noir ou d'autres machinations malpropres et y installer ces jeunes malheureux si nombreux, mais qui peuvent eux refaire d'un pays, un grand pays s'ils sont éduqués comme il faut.

Et, c'est une tâche urgente, brûlante. Car ce ne sont pas les piliers du marché noir qui sauveront la France malgré le luxe insolent dans lequel ils vivent. La France sera sauvée par la sève issue du peuple, sève que forme la jeunesse et qui doit infuser une vigueur nouvelle au pays déjà vieillissant.